

L'État est pavé de bonnes intentions

Critique d'une gouvernance à la dérive

Quentin Haenn

Août 2025

Préface

Je jure solennellement que cet ouvrage n'est pas un énième traité philosophique sur la gouvernance. Je n'ai ni la prétention de résoudre les problèmes de la société, ni celle de proposer des solutions miracles. Il n'y a, je trouve, rien de plus vain que de croire qu'un empilement de "yaka" et de "faukon" puisse changer quoi que ce soit.

Non, cet ouvrage est plutôt un cri du cœur, un constat amer et désabusé au regard d'une gouvernance qui semble plus attirée par la matraque que par la raison. Il est le reflet de mon indignation face au choix de s'aveugler devant les évidences et de s'enfermer dans une logique de répression, de contrôle et de surveillance qui ne fait, en réalité, qu'aggraver les problèmes qu'elle prétend résoudre.

Ce livre naît de mon parcours académique, de mon amour pour les sciences et mon engagement pour une société plus juste d'une part mais également et surtout plus efficace. Il m'est proprement inconcevable de voir que les effets pervers des dernières réformes ne soient pas anticipés, et que les décideurs persistent à ignorer les leçons du passé.

Depuis des années nous assistons au même spectacle : l'État annonce en grandes pompes des réformes « pour votre bien », mais qui en réalité ne font que continuer le matraquage d'une population déjà épuisée. Salariés trimbalés entre arrêts maladies de moins en moins remboursés et jours de

carences punitifs, usagers livrés à eux-mêmes face à des services publics en déliquescence, citoyens surveillés et contrôlés comme si tous étaient des délinquants en puissance, travailleurs étranglés par une fiscalité toujours plus lourde, entrepreneurs étouffés par une pluie de charges, étudiants et précaires condamnés à la précarité. À chaque tentative de réparation, on appuie un peu plus fort sur la matraque, en croyant soigner une plaie béante avec un coup de marteau.

Il n'est pas question ici de nous contenter d'énumérer les absurdités et les injustices. Non, nous allons plutôt montrer que les choix politiques qui ont été faits l'ont été en connaissance d'une alternative. Nous allons montrer que les solutions existent, mais qu'elles sont systématiquement écartées au profit de mesures répressives et – souvent – inefficaces.

Au travers de chaque chapitre, vous découvrirez comment la mécanique perverse des décisions prises « pour le bien commun » pénalise les plus vulnérables, comment la logique de la matraque s'est infiltrée dans tous les rouages de notre société, et comment il pourrait être possible de briser ce cycle infernal.

Il est hors de question de servir des solutions miracles sur un plateau d'argent. Il est plutôt temps de remettre les bonnes questions sur le devant de la scène : pourquoi punir ceux que l'on prétend aider par ailleurs ? Pourquoi continuer de marginaliser ceux qui le sont déjà ? Pourquoi précariser ceux qui sont déjà dans la rue à faire la queue pour un maigre repas ? Comment redonner le sens qui fut le sien à l'action publique ? Quel État voulons-nous vraiment ?

Si vous pensez que la politique se résume à inventer des slogans accrocheurs pour que les masses s'enthousiasment, à faire des promesses en l'air pour gagner des élections, à rester collé à son dogme comme une moule à son

rocher, alors ce livre n'est absolument pas fait pour vous. Je vous laisse volontiers la rue, les réseaux sociaux et les médias pour vous complaire dans vos croyances. Si, en revanche, vous êtes prêts à remettre en question les dogmes établis, à vous confronter à une réalité qui ne permet pas la simplicité d'une opposition binaire, à envisager que la solution gît quelque part entre « taxons les riches » et « ¡Afuera ! », alors vous avez choisi le bon ouvrage.

Si par ailleurs vous croyez que ces interrogations vous sont inaccessibles, que vous n'avez pas les compétences pour comprendre les enjeux, rassurez-vous. Il vous a été répété, ancré et martelé que vous n'êtes pas capable de comprendre. Il est temps de briser ce mythe. Arrêtons de prendre les gens pour des imbéciles. L'apparente complexité, qui n'est en réalité qu'une question de vocabulaire, peut être décryptée par tous. Il suffit de prendre le temps de s'y intéresser, de ne pas se laisser décourager par les discours technocratiques et les jargons abscons.

Accrochez-vous : le voyage promet d'être sans concession. Sans aucun doute, certaines des affirmations de ce livre vous dérangeront, certaines vous choqueront dans vos propres croyances. Mais c'est le prix à payer pour espérer un jour voir émerger une gouvernance qui ne soit pas guidée par la matraque, mais par la raison, l'empathie, l'efficacité et le dialogue.

Car si l'Enfer est pavé de bonnes intentions, il est grand temps de se demander s'il n'en serait pas de même pour l'État.

Table des matières

Introduction	3
1 La Compétitivité	9
1.1 Le Coût du Travail en France	11
1.2 Le piège du SMIC	11
1.2.1 La Transformation du CICE en Piège Économique . .	12
1.2.2 Les alternatives ignorées	14
2 Les Déficits Publics & la Dette	17
2.1 1er Exemple	18
2.2 2nd Exemple	19
2.3 3eme Exemple	21
2.4 Conséquences sur la Dette Publique	22
2.5 Les Services Publics	23
2.6 Les Retraites	25
3 Les Crises	29
3.1 L'extrême droite	29
3.2 Les Gilets Jaunes	31
3.3 La Crise des Retraites	32
3.4 Le mouvement Nicolas qui paie	32

4	Quelles Propositions ?	35
4.1	Package 1	36
4.2	Package 2	38
4.3	Package 3	41
4.4	Les Retraites	41
4.5	Et vous ?	44
	Conclusion	45

Introduction

La France, et de manière plus générale le monde, traverse une période de bouleversements profonds. Les crises économiques et sociales de grande ampleur se succèdent avec une rapidité déconcertante, rappelant les grandes turbulences du début du XX^e siècle. Dans ce contexte, la gouvernance publique se trouve confrontée à des défis imposants, oscillant entre la nécessité de réformes structurelles et la pression croissante pour maintenir l'ordre social. Face à ces enjeux, une tendance inquiétante se dessine et se concrétise : l'État semble de plus en plus enclin à utiliser la répression et le contrôle comme principaux outils de gestion des crises. Cette approche, souvent justifiée par la nécessité de préserver la sécurité et la stabilité, soulève des questions cruciales sur son efficacité réelle et ses conséquences à long terme.

En parallèle, les services publics, censés être le pilier de la solidarité et de l'égalité, se trouvent dans une situation de déclin alarmant. La dégradation de ces services essentiels, qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation ou des infrastructures sociales, fragilise davantage les populations les plus vulnérables et exacerbe les inégalités déjà existantes.

Ajoutons à cela une diffusion exceptionnelle des discours démagogues, populistes et simplistes, qui exploitent les peurs et les frustrations – légitimes ! – des citoyens. Ces discours se propagent à une vitesse fulgurante, aidés en cela par la massification de l'accès à l'information, le développement

des réseaux sociaux et la montée en puissance des médias alternatifs. Cette hyperconnexion, si elle offre des opportunités inédites de communication, de mobilisation et de partage, engendre également une saturation informationnelle, où la vérité se dilue dans un flot incessant de données, d'opinions et de rumeurs.

En somme, la situation actuelle rappelle cyniquement celle à laquelle faisait face l'Europe au début du XX^e siècle, où les crises économiques, les tensions sociales et la montée des idéologies extrêmes ont conduit aux événements tragiques que l'on connaît. Aujourd'hui, nous devons être vigilants et critiques face à ces dynamiques, afin de ne pas répéter les erreurs du passé et de construire une gouvernance plus juste, plus efficace et plus résiliente.

La France face à ses défis

Dans ce contexte tumultueux, la France ne fait évidemment pas exception et offre même au contraire une illustration inquiétante de ces dynamiques. Le pays est confronté à une série de défis majeurs qui mettent à rude épreuve sa gouvernance et son tissu social. Parmi ces défis, on identifie notamment :

1. Une compétitivité économique en monde ouvert et globalisé, où la France doit composer avec des acteurs internationaux plus agiles, moins éthiques et beaucoup moins regardants sur les questions sociales et environnementales, les rendant de facto plus attractifs pour les investisseurs car moins onéreux et plus flexibles.
2. Une fiscalité écrasante et une trajectoire de dette publique relativement inquiétante, qui limitent la marge de manœuvre budgétaire de l'État et pèsent lourdement sur les entreprises et les ménages.
3. Une crise sociale et sociétale profonde, marquée par une montée de

l'extrême droite, une défiance généralisée envers les institutions et une fragmentation du tissu social.

Remarquez que *tous* ces défis sont intrinsèquement liés. La compétitivité économique est entravée par une fiscalité lourde, qui elle-même est en partie justifiée par la nécessité de financer des services publics défaillants, lesquels sont pourtant essentiels pour maintenir la cohésion sociale dans un contexte de crise. Cette spirale infernale crée un cercle vicieux où chaque problème alimente les autres, rendant la situation de plus en plus difficile à gérer.

Et il ne s'agit pas ici de simplement dire que les gouvernants français ignorent simplement ces défis. Au contraire, nous sommes en permanence imbibés de discours politiques qui les reconnaissent, les mettent en avant et promettent des solutions. Pour autant, les réformes qui se sont succédé au cours des dernières décennies n'ont pas réussi à inverser la tendance ; au contraire, elles semblent souvent avoir aggravé la situation. En plus de cela, le discours dominant semble de plus en plus s'orienter vers une logique qui ne permet *pas* de penser efficacement les alternatives possibles.

La dégradation du débat public

Un des aspects les plus préoccupants de la situation actuelle est la dégradation du débat public par une conflictualisation excessive des possibilités d'action. Les premières chaînes d'information et les premiers journaux du pays se sont transformés en simples arènes au service d'une idée principale, à savoir que toute action publique doit être pensée dans une opposition binaire et manichéenne. Ainsi, les débats se réduisent souvent à des affrontements entre deux camps opposés, chacun campant sur ses positions sans chercher à comprendre ou à intégrer les arguments de l'autre. Cette polarisation ex-

trême empêche toute forme de dialogue constructif et limite la capacité de la société à envisager des solutions nuancées et adaptées aux défis complexes auxquels elle est confrontée.

Par ailleurs, et c'est particulièrement vrai en France, il y'a une tendance inquiétante à vouloir imposer une volonté *politique* comme la seule voie possible, quitte à tordre la réalité des faits, ou à vouloir faire entrer au forceps des solutions techniques et scientifiques dans un cadre idéologique rigide. Cette approche dogmatique, qui refuse de reconnaître la complexité des enjeux et la diversité des perspectives, conduit à des décisions mal informées et souvent contre-productives. Et elle n'est pas sans rappeler les erreurs du passé, comme le fameux « *There is no alternative* » de Margaret Thatcher, qui a conduit à des politiques économiques et sociales désastreuses au Royaume-Uni dans les années 1980.

Cette incapacité à présenter les alternatives possibles de manière claire et nuancée de la part du gouvernement et des médias contribue à ne laisser la parole sur ces alternatives qu'aux acteurs politiques qui se sont emparés de ces questions. Aussi, il devient beaucoup plus simple de les discréditer puisqu'il suffit alors d'attaquer le messenger plutôt que le message. Ce phénomène est particulièrement visible dans le traitement médiatique des mouvements sociaux et des critiques envers les politiques publiques, où les voix dissidentes sont souvent marginalisées ou caricaturées.

Pour toutes les raisons évoquées, il m'est apparu nécessaire de regarder en face les problèmes actuels – compétitivité, dette publique et crise sociale – et de tenter de comprendre pourquoi le gouvernement s'obstine à ne pas envisager des alternatives pourtant connues, documentées et portées par des acteurs reconnus et légitimes. Pourquoi s'acharner à ne proposer que des solutions dont on connaît les effets pervers puisqu'elles ont *déjà* été expérimentées

ailleurs ? Pourquoi attendre des effets différents chez nous ? Et surtout, pourquoi continuer à faire croire que cela produira des effets différents, tout en appuyant le fait que ces réformes sont *nécessaires, inévitables* et *pour le bien commun* ?

Chapitre 1

La Compétitivité Économique

Une des premières problématiques que rencontre la France est sa compétitivité économique, notamment à l'international, dans une économie quasi entièrement mondialisée. La France, comme beaucoup de pays européens, a vu son industrie se délocaliser au profit de pays où le coût du travail est beaucoup plus faible, et où les normes sociales et environnementales sont beaucoup moins contraignantes. Cela a conduit à une perte de savoir-faire, une diminution de la production industrielle et une augmentation du chômage dans certains secteurs. Cette problématique est d'autant plus préoccupante que la France a historiquement été un pays industriel, avec une forte tradition de production et d'innovation.

Et l'appareil politique s'est emparé de cette problématique, en proposant des réformes visant à améliorer la compétitivité des entreprises françaises. Parmi ces réformes, on peut citer la réduction des charges sociales, la flexibilisation du marché du travail, la baisse de l'impôt sur les sociétés, etc. Ces mesures sont souvent justifiées par la nécessité de rendre les entreprises françaises plus compétitives face à la concurrence internationale, et de favoriser la création d'emplois. Pour autant, les contestataires de ces réformes ont ra-

rement pris cette problématique à bras le corps, préférant dénoncer les effets pervers des réformes sans vraiment acter sur la problématique de fond.

Et c'est un problème parce que, derrière cette problématique de compétitivité économique, se cache une réalité plus complexe. En effet, la compétitivité ne se résume pas à une simple question de coût du travail. Elle dépend aussi de la qualité des infrastructures, de l'innovation, de la formation, de la productivité, etc. Or, ces aspects sont souvent négligés dans les débats publics, au profit d'une vision simpliste et réductrice de la compétitivité, en plus d'être une vision biaisée par les intérêts politiques de ceux qui défendent ces réformes.

Pour fixer les idées sur cet aspect, prenons un exemple simple : si une entreprise devait prendre une décision d'implantation entre deux pays, elle ne se baserait pas uniquement sur le coût du travail. Elle prendrait en compte la qualité des infrastructures (transports, énergie, etc.), la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, la stabilité politique, la fiscalité, etc. Est-ce qu'une entreprise qui nécessite une main-d'œuvre qualifiée irait s'implanter dans un pays où elle devrait prendre en charge cette formation ? Et, afin d'avoir un circuit logistique efficace, est-ce qu'elle irait s'implanter dans un pays où les infrastructures sont défaillantes ? La réponse est évidemment non. Pourtant, dans les débats publics, on réduit souvent la compétitivité à une simple question de coût du travail, en oubliant tous les autres aspects qui sont tout aussi importants. Pour l'instant, concentrons-nous sur le coût du travail et en particulier sur la « smicardisation » de la société française, et les effets pervers induits.

1.1 Le Coût du Travail en France

Afin de comprendre la problématique du coût du travail il est nécessaire de discuter de quelques bases économiques. Le coût d'un salarié pour une entreprise est globalement complexe à calculer, mais on prendra un modèle simplifié pour fixer les idées. Le coût total d'un salarié pour une entreprise se compose d'une part de son salaire brut (ce que l'entreprise verse au salarié avant prélèvements sociaux et fiscaux), et d'autre part des charges patronales (cotisations sociales que l'entreprise doit verser aux organismes sociaux). Le salaire brut est lui-même composé du salaire net (ce que le salarié reçoit effectivement) et des charges salariales (cotisations sociales prélevées sur le salaire brut). Ça c'est le coût *brut* du travail. On pourrait pondérer ce coût par la productivité du salarié pour obtenir le coût *réel* du travail, mais ce n'est pas l'objet de ce chapitre.

Revenons sur la différenciation *comptable* des cotisations sociales. Entendre par là que la différence entre cotisations salariales et patronales est purement comptable et n'a pas réellement de sens économique. En effet, que les cotisations sociales soient payées en totalité par le salarié ou par l'employeur n'a pas d'impact sur le coût du travail. Pourtant cette différence de dénomination est importante car dans les mécanismes comptables et fiscaux elle permet d'annoncer des réformes qui ne concernent que l'une ou l'autre des parties. Et il est important de retenir cette différenciation, car elle est au coeur des problématiques que nous allons aborder.

1.2 Le piège du SMIC

Le SMIC, c'est le salaire minimum interprofessionnel de croissance, c'est-à-dire le salaire minimum légal en France. Il est revalorisé chaque année en

suivant l'inflation. Parfois, lors de crises particulières, il est revalorisé plus fortement pour compenser certaines hausses de prix. Mais dernièrement, il est devenu un véritable piège cynique. Et pas seulement pour les travailleurs au SMIC, mais pour tout le monde.

Regardons notamment les réformes engagées pour réduire le coût du travail pour les salariés proches du SMIC (réformes Fillon, CICE puis sa transformation en baisse de cotisations sociales, etc). L'idée derrière ces réformes est de réduire le coût du travail pour les bas salaires, afin de favoriser l'embauche et la création d'emplois. En soi, l'idée n'est pas mauvaise. Le problème réside dans sa mise en oeuvre.

1.2.1 La Transformation du CICE en Piège Économique

Le CICE, ou Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi, a été mis en place pour alléger le coût du travail en 2012, au sortir de la crise de 2008. L'idée était de donner un coup de pouce aux entreprises avec un crédit d'impôt évalué à 4% de la masse salariale, hors salaire de plus de 2,5 fois le SMIC. Les taux ont été successivement revalorisés plusieurs fois, atteignant 6% en 2018. Si certains avaient objecté que le CICE était une subvention déguisée, et surtout offert aux entreprises sans réelles garanties de contrepartie, d'autres avaient salué l'initiative, arguant que cela permettrait de relancer l'économie et de créer des emplois.

Évalué à 20 milliards d'euros par an, le CICE n'a pas produit les résultats escomptés, même si certains emplois ont pu être créés grâce à cette mesure. Et, en 2019, le gouvernement décide de transformer le CICE en baisse durable de cotisations employeurs pour les salaires inférieurs à 1,6 fois le SMIC. L'effet attendu était de réduire le coût du travail pour les bas salaires, et faire baisser le chômage. En parallèle, les employés autour du SMIC sont également très

peu sujets à l'impôt sur le revenu, et aux cotisations sociales, en plus de bénéficier d'une peuplade d'aides sociales. Il est absolument hors de question de remettre en question le droit aux aides sociales, qui sont dans un bon nombre de cas vitales pour les personnes qui en bénéficient. Mais le fait est que, dans un monde où le SMIC est revalorisé plus vite que la plupart des autres salaires à cause de l'inflation, les salariés qui autrefois étaient à 1,8 ou 2,5 fois le SMIC se retrouvent rapidement dans le giron des bas salaires, et donc de la baisse de cotisations.

Hors négociation salariale rapide, ou accords de branches particuliers qui permettrait d'indexer les salaires sur l'inflation, les entreprises n'ont pas d'incitation à revaloriser périodiquement les salaires au niveau de l'inflation. En effet, si les entreprises revalorisent les salaires de leurs employés, elles devront payer plus de cotisations sociales, et donc augmenter le coût du travail. Mais si elles ne le font pas, elles peuvent continuer à bénéficier des baisses de cotisations sociales, et donc réduire le coût du travail. C'est un véritable cercle vicieux qui se met en place.

Mais ce n'est pas vraiment le pire : lorsque ce système n'est *pas* couplé à une baisse des dépenses publiques, il devient mécanique et inéluctable que le déficit se creuse. Moins de cotisations sociales et de recettes fiscales d'années en années et des dépenses publiques qui ne baissent pas = un déficit qui se creuse. Et pas besoin d'avoir fait Saint-Cyr pour le remarquer.

Pour compenser, on a alors trois solutions : soit on augmente les impôts et cotisations, soit on réduit les aides sociales, soit on réduit les dépenses publiques. Aucun de ces choix n'est populaire, et aucun n'a vraiment été fait. Enfin, si, on a repoussé un peu plus l'âge de la retraite. En creux. Et on a augmenté la pression fiscale sur les derniers foyers imposables qui restent.

Et d'aucun osent se demander : « mais d'où peut bien venir ce mouvement

latent de " Nicolas qui paie " ? ». Mais si vous avez tout fait pour que 30% des foyers fiscaux paient en grande partie l'impôt pour les autres, que vous avez tout fait pour que les autres ne paient pas d'impôt, et qu'en plus les plus gros contributeurs voient une situation économique et sociale en dégradation, vous ne pouvez pas vous étonner que les gens soient en colère.

1.2.2 Les alternatives ignorées

Si nous reprenons, la problématique de base était « le coût d'un salarié français n'est pas compétitif à l'international et il faut le réduire ». Pour cela, on nous a présenté des réformes que nous avons discutées précédemment. Pour autant, en actant le fait qu'effectivement le coût du travail en France est plus élevé que dans d'autres pays, on a ignoré un certain nombre d'alternatives qui auraient pu être envisagées.

Par exemple, on aurait pu envisager en premier lieu de transférer une partie de la pression fiscale et des cotisations sociales des entreprises vers autre chose : capital, consommation, immobilier. Cela aurait permis, en conservant les recettes fiscales et sociales identiques, de réduire le coût global d'un salarié. On aurait aussi pu envisager de réduire les dépenses publiques directement, afin d'ensuite réduire les cotisations sociales et les impôts sans creuser le déficit – et certains l'ont mis en avant par ailleurs, non sans tenter de cacher une xénophobie assez évidente derrière des discours de « préférence nationale ».

Même en actant qu'il faille baisser les cotisations sociales, on aurait pu envisager d'autres méthodes de mise en place. Par exemple ne pas concentrer les crédits d'impôts et les exonérations sur les bas salaires mais sur l'ensemble des salariés. Cela aurait réduit la hausse des coûts du travail lors d'une augmentation par exemple. Cela aurait aussi évité de transformer le SMIC –

indexé sur l'inflation ! – en un piège économique qui réduit mécaniquement les cotisations sociales globales.

De la même manière, et nous allons utiliser ce que nous avons évoqué plus haut sur la différence comptable entre cotisations sociales et salariales, on aurait pu envisager de réduire à part égale les cotisations sociales *salariales* et *patronales* en même temps. Ça n'aurait pas changé la difficulté pour demander une augmentation de salaire, mais, en réduisant les cotisations sociales du même montant que dans la réforme actuelle, on aurait mécaniquement *augmenté* le salaire net des salariés, et donc leur pouvoir d'achat. Et ça, c'est un point important. C'est un point important parce que, je ne peux pas penser que les politiques ignorent la différence comptable entre cotisations salariales et patronales. C'est un point important parce que, en connaissance de cette différence comptable, il a été *décidé* de ne réduire que les cotisations sociales *patronales*, donc au seul bénéfice des entreprises. C'est d'autant plus cynique que les premiers touchés par les baisses de dotations sociales – et les coupes budgétaires résultantes des déficits ainsi creusés – sont les *salariés* en premier lieu.

Aussi, cette réforme particulière a impacté doublement les salariés : d'une part, leur coût a diminué pour les entreprises sans pour autant que cela se soit traduit par une augmentation de leur pouvoir d'achat – alors que c'était possible ! – et d'autre part on va encore les mettre à contribution pour compenser les déficits engendrés par cette réforme. Et pour moi c'est un véritable scandale.

Chapitre 2

Les Déficits Publics et la Dette

Nous avons vu que les principales réformes fiscales engagées ces dernières années ont eu pour objectif de réduire le coût du travail, notamment pour les bas salaires, afin d'améliorer la compétitivité économique de la France. Nous avons aussi vu que ces réformes ont été appuyées par un discours politique qui a caché les alternatives possibles, poussant *une* des possibilités, au détriment des principaux concernés : les salariés.

Dans la même lignée que ces réformes et réductions fiscales liées au droit du travail, le gouvernement a aussi engagé une série de réformes visant à réduire l'imposition des ménages. L'idée derrière ces réformes est de favoriser le pouvoir d'achat des ménages et par extension la consommation, moteur de l'économie. Là encore, nous partageons le constat : oui il faut augmenter le pouvoir d'achat des ménages. Mais là encore, les réformes engagées ont été faites sans prendre en compte les alternatives possibles, et surtout sans se soucier des conséquences à long terme sur les finances publiques.

2.1 1er Exemple : la suppression de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle

Un des exemples les plus emblématiques de cette politique est la suppression progressive de la taxe d'habitation pour 80% des ménages, puis pour tous les ménages en 2023. La taxe d'habitation était une source importante de revenus pour les collectivités locales, et sa suppression a conduit à une baisse significative des recettes fiscales. Pour compenser cette perte de revenus, le gouvernement a mis en place une dotation compensatoire aux collectivités locales, financée par l'État. Cependant, cette dotation n'a pas été suffisante pour compenser entièrement la perte de revenus, et les collectivités locales ont dû faire face à des coupes budgétaires importantes. Dans le même temps, la taxe foncière a drastiquement augmenté pour compenser la perte de la taxe d'habitation, ce qui a pénalisé les propriétaires, notamment les retraités. De la même manière, la suppression de la taxe d'habitation et le détournement d'une partie de la dotation de l'État à destination des collectivités locales a conduit à creuser un déficit public déjà important.

En effet, si vous coupez dans les recettes des collectivités locales sans pour autant réduire les dépenses liées, vous creuser mécaniquement leur déficit. Mais qui voudrait voir sa ville ou son département se désengager de ses missions ? Personne. Donc, pour compenser le trou ainsi créé, l'État a abondé les collectivités, creusant son propre déficit avec un transfert de charges non compensé.

Dans le même ordre d'idée, la suppression de la redevance audiovisuelle a aussi conduit à une perte de revenus pour les chaînes publiques, qui ont dû faire face à des coupes budgétaires importantes. Là encore, le gouverne-

ment a mis en place une dotation compensatoire. Mais là encore, on creuse le déficit public avec une nouvelle suppression de recettes fiscales. Et ce déficit fait aujourd'hui (re-)naître les discours autour de « la privatisation de l'audiovisuel public ». Sauf que ce n'est pas la faute de l'audiovisuel public si l'État a décidé de supprimer une source de revenus sans compenser les dépenses associées. C'est la faute de l'État, et uniquement de l'État. Par ailleurs, il semble inutile de rappeler que la suppression de l'audiovisuel public donnerait en pâture le secteur de l'information à des acteurs privés qui ne se privent justement pas de diffuser et de propager leur propre idéologie – souvent populiste et démagogue – au détriment de l'information objective et factuelle. Les projets des milliardaires Vincent Bolloré et Pierre-Édouard Stérin sont explicites à ce sujet ¹.

2.2 2nd exemple : la « flat tax »

Dans la même lignée, la mise en place de la « flat tax » sur les revenus du capital a aussi conduit à une baisse des recettes fiscales. La flat tax, ou prélèvement forfaitaire unique (PFU), a été mise en place en 2018 pour simplifier la fiscalité des revenus du capital. Elle consiste en un taux unique de 30% sur les revenus du capital, comprenant à la fois l'impôt sur le revenu et

1. Les incursions de ces milliardaires dans le secteur de l'information dans un but propagandistes sont très bien documentées. Concernant V. Bolloré, les enquêtes de Blast sur Youtube(<https://www.youtube.com/watch?v=g720tBW1Bx0>) ou par Médiapart (<https://www.mediapart.fr/journal/politique/170925/petition-et-manifestations-l-ecosysteme-bollore-met-la-pression-sur-le-rn>), Libération (<https://www.liberation.fr/tags/vincent-bollore/>) et d'autres encore. Concernant Pierre-Édouard Stérin c'est encore plus facile de déceler cette intention puisqu'il ne s'en cache absolument pas et le revendique même au travers de son projet PÉRICLES (voir : https://www.franceinfo.fr/politique/front-national/plan-pericles-ce-que-l-on-sait-du-projet-du-milliardaire-catholique-pierre-edouard-sterin-pour-promouvoir-des-valeurs-conservatrices-et-faire-gagner-la-droite-aux-elections_6677268.html)

les prélèvements sociaux. L'idée derrière cette réforme est de favoriser l'investissement et l'épargne, en réduisant la fiscalité sur les revenus du capital. Sur le papier, l'idée est donc de favoriser l'épargne et la capitalisation des ménages. Pourtant, quasiment tout le monde est perdant dans cette réforme, sauf les ménages les plus aisés.

Afin de bien comprendre, il faut expliquer le principe de l'impôt sur le revenu en France. En France, l'impôt sur le revenu se calcule par tranches, avec des taux progressifs allant de 0% à 45% pour les revenus les plus élevés. Cette spécificité de l'imposition par tranche permet de ne jamais perdre d'argent par l'imposition en gagnant mieux sa vie.

Le calcul est « simple » : chaque tranche se comporte comme un vase, et chaque euro gagné dans cette tranche est taxé au taux de cette tranche. Votre revenu peut être assimilé à un volume d'eau que vous versez dans ces vases. Le premier vase est à 0% d'impôt, le second à 11%, le troisième à 30%, le quatrième à 41% et le dernier à 45%. Vous versez votre revenu dans le premier vase. Une fois rempli, celui-ci déborde et le surplus tombe dans le second, et ainsi de suite. Une fois que vous avez versé l'intégralité dans les vases, vous calculez l'impôt que vous devez pour chaque vase, et vous faite la somme. C'est votre impôt total.

Une deuxième chose à avoir en tête avant de parler du PFU sont les limites de la tranche à 30%. En 2025, la tranche à 30% s'applique aux revenus nets imposables situés entre 29 316€ et 83 823€. C'est à dire que si vous gagnez moins que 29 316€ net imposable par an, vous ne paierez pas d'impôts liés à cette tranche. Pour bien comprendre de qui on parle, 29 316€ par an net, c'est exactement 2443€ net par mois et 83823€ ça représente 6985,25€ net par mois. Clairement il s'agit de ménages qui sont soit de la classe moyenne supérieure, soit de la classe aisée.

Maintenant que nous avons ces éléments en tête, regardons ce que la flat tax a changé et pour qui. Avant la flat tax, ces revenus du capital étaient imposés selon le barème de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux étaient également appliqués, à hauteur de 15,5%. Donc, si vous étiez dans la tranche à 30%, vous payiez 30% d'impôt sur le revenu plus 15,5% de prélèvements sociaux, soit un total de 45,5%. Avec la flat tax, vous payez un taux unique de 30%, ce qui représente une baisse significative de la fiscalité pour les ménages concernés. Mais pour ceux qui auraient des revenus totaux sous les 29 316€ par an, ils ne payaient que 11% d'impôt sur le revenu sur ces revenus du capital, et les prélèvements sociaux de 15,5% soit 26,5% au total (environ, en vérité c'est un peu moins parce que les prélèvements sociaux sont déduits du revenu net imposable, comme sur votre fiche de paie).

Alors si effectivement il est possible de constater que cette imposition était complexe, potentiellement trop élevée pour certains, il est absolument certain que cette introduction de la flat tax a été non seulement une perte fiscale sèche pour l'État, mais également un gros cadeau fiscal pour les ménages les plus aisés, qui sont également les ménages possédant le plus de revenus du capital – étonnant ...Et cette perte fiscale sèche n'a pas été compensée par une quelconque réduction des dépenses publiques, et a donc contribué à creuser le déficit public.

2.3 3ème exemple : la transformation de l'ISF en IFI

Je ne vais pas détailler cette section outre mesure, vous avez sans aucun doute saisi où je veux en venir avec les deux premiers exemples. Mais la transformation de l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune) en IFI (Impôt

sur la Fortune Immobilière) est un autre exemple de réforme fiscale qui a conduit à une baisse des recettes fiscales, et donc à un creusement du déficit public. L'ISF était un impôt sur la fortune totale des ménages, incluant les actifs financiers et immobiliers. Il a été remplacé par l'IFI en 2018, qui ne concerne que les actifs immobiliers. Cette réforme a été poussée pour lutter contre la fraude fiscale et pour favoriser l'investissement dans l'économie réelle. Cependant, elle a aussi conduit à une baisse significative des recettes fiscales, estimée à environ 3 milliards d'euros par an. Là encore, cette perte de recettes n'a pas été compensée par une réduction des dépenses publiques, et a donc contribué à creuser le déficit public.

2.4 Conséquences sur la Dette Publique

Toutes les mesures que j'ai évoqué ainsi que d'autres que je n'ai pas détaillé ici (baisse de l'impôt sur les sociétés, Crédit Impôt Recherche, ...) ont conduit à une baisse significative des recettes fiscales sans pour autant que les dépenses liées aient été réduites en conséquence. Si nous sommes en droit de questionner la nécessité d'une réduction des dépenses publiques, il est certain qu'elles ne l'ont pas été malgré des réformes structurelles engagées dans ce sens.

Pour autant, si aucune réforme *structurelle* n'a été engagée pour réduire les dépenses publiques, certaines ont été poussées au forceps pour tenter de mettre une rustine sur un trou béant : chasse aux chômeurs, réduction des aides sociales, recul de l'âge de la retraite, Mais ces réformes n'ont pas été suffisantes pour compenser les baisses de recettes fiscales, et le déficit public a continué à se creuser.

Quel lien avec la dette publique ? Si le déficit public est une mesure de la

différence entre les flux entrant et sortant de l'État sur une année, la dette publique est la somme de *tous les déficits passés*. En d'autres termes, si chaque année l'État dépense plus qu'il ne gagne, il doit emprunter pour compenser la différence. Et ces emprunts s'accumulent, formant la dette publique.

Cependant, la dette publique n'est pas forcément un problème en soi, tout comme la dette d'un ménage n'est pas nécessairement un souci : tant qu'elle est maîtrisée et qu'elle finance des investissements productifs et de long terme (hôpitaux, écoles, infrastructures, recherche, ...). Le problème survient lorsque la dette contractée ne finance *plus* ces investissements mais ne sert qu'à compenser des trous de recettes récurrents. C'est le cas de la France aujourd'hui, où une grande partie de la dette publique sert à compenser les déficits structurels engendrés par les réformes fiscales que j'ai évoqué plus haut.

Notez bien que je ne soutiens ni les réformes engagées, ni les mesures fiscales qui ont mené à leur mise en place. Il s'agit d'un simple constat. Un constat qui montre surtout que les décisions politiques, vendues comme seule alternative possible et nécessaire, n'ont pas été réfléchies au delà du simple gain immédiat. Et pour compenser, non seulement on creuse le déficit, mais en plus on déploie un appareil de coercition et de repression phénoménal pour soit faire passer la pilule, soit nous obliger à l'avaler, quitte à ce que cela ne soit pas digeste.

2.5 Les Attaques Contre les Services Publics

Mais ce n'est pas tout. En plus de creuser le déficit public, ces réformes ont aussi conduit à une dégradation des services publics. En effet, avec moins de recettes fiscales, l'État a dû faire des coupes budgétaires dans les services

publics, notamment dans la santé, l'éducation et la sécurité. Ces coupes budgétaires ont conduit à une dégradation de la qualité des services publics, et à une augmentation des inégalités d'accès à ces services. Par exemple, dans la santé, on a vu une diminution du nombre de lits d'hôpital, une augmentation des délais d'attente pour les consultations et les interventions, et une pénurie de personnel soignant. Dans l'éducation, on a vu une diminution des moyens alloués aux écoles, une augmentation des effectifs par classe, et une baisse de la qualité de l'enseignement. Dans la sécurité, on a vu une diminution des moyens alloués aux forces de l'ordre et aux tribunaux, allongeant les délais de prise en charge des affaires judiciaires.

Dans la même veine, la baisse des dotations aux collectivités locales a aussi conduit à une dégradation des services publics locaux, notamment dans les transports, la voirie, la culture et le sport. On a également vu des baisses dans les secteurs de la recherche publique, de l'environnement et les transports nationaux tels que la SNCF.

Donc, d'une main l'État prends, enlève. De l'autre, il cherche des responsables aux problèmes que nous venons d'énoncer. Et, dans cette logique, quelles ont été les cibles ? Les chômeurs, dont les droits ont été détricotés pour les forcer à accepter n'importe quel emploi, même précaire et mal payé. Les fonctionnaires, dont les salaires ont été gelés, les effectifs réduits, et la reconnaissance de leur travail diminuée. Les jeunes, dont l'accès à l'éducation et à l'emploi a été rendu plus difficile, et dont l'avenir a été sacrifié sur l'autel de la compétitivité économique. Les salariés, dont les arrêts maladies sont de plus en plus difficiles à obtenir, dont le remboursement des soins est réduit, dont les conditions de vie se dégradent, et dont le pouvoir d'achat est attaqué de toutes parts.

A-t-on une seule fois entendu un politique dire : « Peut-être que nous

avons fait fausse route. Peut-être qu'une autre voie était possible. » ? En tout cas pas ces dernières années. Et avons nous entendu les médias faire la promotion de ces alternatives, qui auraient pu peut-être éviter cette situation ? Non plus. Parce que ces alternatives ne sont pas populaires, elles ne font pas vendre du papier ou de l'audience. Et parce que les politiques ne veulent pas entendre parler de ces alternatives, elles ne font pas gagner des voix aux prochaines élections.

Sauf qu'au final, tous ces *choix* politiques ont conduit à une situation où les services publics sont à l'agonie, où les inégalités se creusent et où la dette publique non productive explose. Et il est donc tout à fait légitime de se poser la question : « Mais pourquoi ? ». Et par la suite on cherche des coupables : les chômeurs, les assistés, les fonctionnaires, les jeunes, les vieux, les riches, les étrangers, ...Sauf que cette fracturation sociale ne fait qu'accentuer une crise sociale déjà latente et aujourd'hui bien avancée, propulsant le pays dans une situation à la limite du supportable.

2.6 L'éléphant dans la pièce : les retraites

Il y'a un dernier élément que je n'ai pas évoqué et qui constitue notre poste principal de dépenses publiques, à savoir les retraites. En effet, le système de retraite par répartition en France est aujourd'hui en crise, avec un déficit structurel qui ne cesse de se creuser. Ce déficit est principalement dû au vieillissement de la population, à l'augmentation de l'espérance de vie, et à la baisse du nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités.

Pardon, je nuance quelques peu : le déficit n'est pas *structurel*, il est *conjoncturel*. Par ailleurs, le système n'est en soi pas en déficit ni même en crise, selon les regards que l'on porte dessus.

Pour commencer, rappelons le principe du système de retraite par répartition : les actifs cotisent pour financer les pensions des retraités. C'est un système solidaire, où les générations se succèdent et se soutiennent mutuellement. Cependant, avec le vieillissement de la population, le nombre de retraités augmente plus rapidement que le nombre d'actifs, ce qui crée un déséquilibre démographique. Ce déséquilibre est aggravé par l'augmentation de l'espérance de vie, qui allonge la durée de versement des pensions. Mais ce n'est pas le seul facteur à prendre en compte.

Si on s'attarde sur la question, on peut prendre en compte plusieurs éléments de calculs :

- Le nombre d'actifs et de retraités
- La productivité des actifs
- La part des cotisations retraites dans le PIB et dans les salaires

Démographiquement, le ratio actifs/retraités est passé de 3,80 en 1970 à 1,59 en 2023². Ce ratio est en effet en baisse d'un facteur 2,38. Cela semble de bon sens de dire que cela est au désavantage des actifs. Cependant, si on regarde un peu plus dans le détail, ce qui ferait défaut serait un manque de financement des retraites, allons donc voir cela de plus près.

En 1970 le PIB français était de 885 milliards de dollars américains (en dollar de 2015), et en 2023 il est de 2,67 mille milliards de dollars³. Par ailleurs, la population active en emploi de 1970 était de 21,5 millions de personnes selon l'INSEE, et en 2023 elle est de 30,9 millions de personnes. Donc, d'après ces chiffres, la productivité par actif en emploi est passée d'environ 41 160 dollars par an en 1970 à environ 86400 dollars par an en 2023, soit une augmentation d'un facteur 2,1.

2. Source : <https://www.statistiques-recherche.lassuranceretraite.fr/app/uploads/2024/12/AbregeStatistique-Edition-2024.pdf>

3. Source : <https://ourworldindata.org/grapher/gdp-worldbank-constant-usd?tab=line>

Puisqu'en effet nous pouvons constater que $2,38 > 2,1$, il y'a bien une baisse de la capacité contributive des actifs par rapport aux retraités. Mais cette baisse est relativement faible, et elle est loin d'expliquer à elle seule le déficit du système de retraite.

Une deuxième perspective à considérer est, plutôt que la productivité totale annuelle, l'évolution de la productivité *horaire*. En effet, il peut être intéressant de regarder cette évolution car entre les années 70 et aujourd'hui de grandes réformes structurelles du temps de travail ont été mises en place : les 39h hebdomadaire et la 5ème semaine de congés ont été instaurés en 1982, puis les 35h en 2000. En 1970 la durée annuelle du travail était d'environ 1950 heures par an, contre 1550h annuelles en 2023 selon la DARES⁴. Donc, un salarié de 1970 produisait en moyenne 21,1 dollars par heure travaillée contre 55,7 dollars par heure travaillée en 2023, soit une augmentation d'un facteur 2,64. Avec ce ratio, on constate que $2,64 > 2,38$, et donc que la capacité contributive des actifs par rapport aux retraités a en fait augmenté.

Compte tenu de tous ces éléments de contexte, difficile de dire que la capacité des actifs à financer les retraites a diminué de manière significative ou structurelle, et donc que le système de retraite est en crise. En revanche, il est certain que le système actuel manque de moyens, que le ratio cotisants/retraités est en baisse et que la part d'un salaire consacrée aux cotisations retraites ne cesse d'augmenter. Sur le long terme, difficile de faire passer cela auprès des salariés, d'autant plus difficile que la plupart des indicateurs de santé économique des ménages sont favorablement orientés pour les retraités : meilleur patrimoine, meilleur pouvoir d'achat, meilleure capacité d'épargne, etc. En effet, si l'on suit le bon sens, la trajectoire d'une vie devrait plutôt pousser à la désépargne et à la consommation durant la retraite, mais la

4. Source : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/la-duree-individuelle-du-travail>

trajectoire actuelle est plutôt inverse en moyenne. Difficile moralement et politiquement de demander toujours plus aux actifs pour financer des retraites qui finalement épargnent et consomment plus que les actifs.

Dès lors que nous avons acté ces éléments, quels sont les leviers disponibles pour rééquilibrer le système ? Les principaux arguments entendus sont :

- Diminuer les pensions versées
- Allonger l'âge de départ à la retraite

Mais avez-vous entendu d'autres alternatives ? Par exemple, augmenter les salaires pour augmenter le montant brut des cotisations ? Augmenter le nombre de cotisants en favorisant l'emploi (et pas seulement les emplois précaires) ? Favoriser la croissance économique, pour relancer la consommation et rediriger une partie des recettes fiscales vers les retraites ?

D'autant plus que, si vous combinez cette conjoncture défavorable avec les réformes sur les cotisations salariales que j'évoquais plus haut, le cocktail devient explosif et le déficit des caisses de retraite ne peut que s'aggraver de manière strictement mécanique. Moins de cotisants par retraités, dont l'employeur cotise moins pour chacun et des pensions indexées sur l'inflation, le tout sans aucune réforme structurelle pour réduire les dépenses publiques. Le cocktail parfait pour aggraver la situation, la bombe sociale ultime.

Chapitre 3

Crise Sociale et Sociétale

Les différentes réformes dont nous avons discuté dans les chapitres précédents ont conduit à la mise en place pernicieuse d'une société fracturée, en tension permanente, où chacun cherche des coupables à ses problèmes. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle menace de manière directe la cohésion et la paix sociale, ainsi que la démocratie elle-même.

Sauf que ce climat de tension est le terreau parfait pour faire passer des réformes impopulaires *ET* autoritaires, en jouant sur les peurs et les frustrations de la population. C'est un cercle vicieux qui se met en place, où chaque réforme impopulaire conduit à une nouvelle fracture sociale, qui elle-même justifie de nouvelles réformes impopulaires.

3.1 La montée de l'extrême droite

La première des manifestations de cette fracture sociétale, c'est la montée de l'extrême droite. En effet, les partis d'extrême droite ont su capitaliser sur ce climat de tension pour gagner en influence et en pouvoir. Ils ont su exploiter les frustrations et les peurs de la population pour faire passer leur

idéologie, qui se base sur la haine de l'autre, le rejet de l'étranger, et la division de la société. Ils ont su se présenter comme les défenseurs des « vrais français », contre les élites corrompues, contre les chômeurs, les assistés, les étrangers, etc. Et cette stratégie a porté ses fruits, avec une montée en puissance constante de l'extrême droite dans les sondages et dans les élections. Si la première intrusion de l'extrême droite peut être ramenée à l'accession au second tour de Jean-Marie LePen en 2002, cette intrusion n'a, pour l'époque, représenté qu'un vote très contestataire et la part de la population votante rapidement diluée par la suite. La seconde manifestation de cette montée en puissance a été l'accession au second tour de l'élection présidentielle de 2017 de Marine Le Pen, candidate du Front National, aujourd'hui Rassemblement National. Depuis, l'extrême droite a continué à gagner du terrain, avec des résultats électoraux de plus en plus importants, notamment aux élections européennes et législatives, puisqu'elle constitue aujourd'hui le premier groupe à l'assemblée nationale avec 123 députés.

Sauf que cette montée de l'extrême droite déplace le débat public vers des thématiques de plus en plus clivantes et dangereuses, comme l'indépendance de la justice, le rôle contesté du conseil constitutionnel, la remise en cause des droits fondamentaux. Ce glissement de ce qui nous apparaît acceptable d'entendre dans le débat public est connu sous le nom de « l'effet Overton ». Et ce glissement est d'autant plus préoccupant qu'il menace de manière directe la démocratie elle-même, en remettant en cause les principes fondamentaux sur lesquels elle repose.

Par ailleurs, cette montée de l'extrême droite n'est pas un phénomène qui ne saurait s'expliquer que par des facteurs économiques, mais également par la manière dont le gouvernement et les médias ont choisi de traiter les crises sociales profondes qui ont jalonné d'abord le quinquennat de François

Hollande, expliquant l’accession de Mme LePen au second tour en 2017, puis les quinquennats d’Emmanuel Macron, en commençant par le mouvement des Gilets Jaunes.

3.2 Les Gilets Jaunes

Le mouvement des Gilets Jaunes est né en novembre 2018, suite à l’annonce d’une hausse des taxes sur les carburants. Ce mouvement, qui a débuté comme une protestation contre cette hausse, s’est rapidement transformé en un mouvement plus large, dénonçant la politique fiscale et sociale du gouvernement, ainsi que la fracture sociale et territoriale en France. Les Gilets Jaunes ont organisé des manifestations hebdomadaires, souvent marquées par des violences et des affrontements avec les forces de l’ordre. Les revendications – légitimes au vu de ce que nous avons évoqué précédemment – des gilets jaunes étaient nombreuses et variées, allant de la baisse des taxes et des impôts, à l’augmentation du pouvoir d’achat, en passant par la justice sociale et fiscale, la démocratie participative, et la fin de la fracture territoriale. Cependant, la seule réponse du gouvernement aura d’abord été un silence assourdissant, puis une des plus violentes répressions policière qu’il m’ait été donné de voir en France depuis que je suis en âge de comprendre ce qui se passe autour de moi, soit depuis au moins 20 ans. Certains parlent même de la plus violente répression policière depuis mai 68.

Si cette répression colossale a pu faire « taire » le mouvement des Gilets Jaunes, elle a également permis à l’extrême droite de capitaliser sur ce climat de tension. De la même manière, le gouvernement a par la suite décidé de déployer un arsenal législatif répressif sans précédent, avec des perquisitions administratives abusives sur des journalistes, des lois anti-casseurs, des lois

anti-manifestations, etc. Cet arsenal répressif a été justifié par la nécessité de maintenir l'ordre public, mais il a également contribué à alimenter le sentiment de répression et d'injustice ressenti par une partie de la population.

3.3 La Crise des Retraites

La crise des retraites est un autre exemple de cette fracture sociale et de cette montée des tensions. En effet, la réforme des retraites proposée par le gouvernement en 2019 a suscité une opposition massive de la part des syndicats et de la population. Cette réforme, qui visait à instaurer un système universel de retraite par points, a été perçue comme une attaque contre les droits acquis des travailleurs, notamment ceux des régimes spéciaux. La mobilisation contre cette réforme a été intense, avec des grèves et des manifestations massives, notamment dans les transports publics. Cependant, le gouvernement a choisi de maintenir sa position, en utilisant à nouveau un arsenal répressif important pour faire face aux manifestations.

Cette crise des retraites a également été marquée par une fracture sociale importante, avec une opposition entre les travailleurs des régimes spéciaux, souvent perçus comme privilégiés, et les travailleurs du secteur privé, souvent perçus comme les victimes de cette réforme. Cette fracture sociale a aussi été exploitée par l'extrême droite, qui a su capitaliser sur ce climat de tension pour gagner en influence et en pouvoir.

3.4 Le mouvement Nicolas qui paie

Le dernier mouvement en date s'est développé à partir des réseaux sociaux en réponse à la crise du coût de la dette en 2025. Ce mouvement, qui

se nomme « Nicolas qui paie », dénonce la pression fiscale ressentie par les foyers fiscaux encore imposables en France. En effet, avec la suppression de la taxe d'habitation, la baisse de l'impôt sur le revenu, et la hausse de la CSG, les derniers foyers fiscaux imposables se retrouvent à payer une part de plus en plus importante des recettes fiscales de l'État. Ce mouvement, qui a débuté comme une protestation contre cette pression fiscale, s'est rapidement transformé en un mouvement plus large, dénonçant la politique en France, en prenant notamment pour cible les retraités, les étrangers et les inactifs, perçus comme des « assistés ».

Aucune mobilisation n'a encore eu lieu au moment où j'écris ces lignes, mais le mouvement gagne en ampleur et en visibilité, alimentant non seulement la colère sociale mais également – encore et toujours ...– la montée de l'extrême droite. Il est à craindre que ce mouvement, s'il n'est pas canalisé de manière constructive, ne représente une nouvelle autoroute pour le gouvernement afin de toujours plus glisser vers un régime autoritaire.

Chapitre 4

Quelles propositions sont possibles ?

Si les constats énoncés dans les chapitres précédents sont collectivement reconnus et admis, à droite comme à gauche, il n'en demeure pas moins que les solutions proposées pour y remédier n'ont clairement pas été à la hauteur des enjeux, sauf pour quelques uns qui ont su tirer profit – et c'est le mot juste – de cette situation, notamment les plus riches et l'extrême droite. Mais quelles solutions auraient été envisageables pour atteindre les objectifs fixés par les constats précédents ? Lesquelles de ces solutions auraient été acceptables et auraient eu des promesses de justice sociale et d'augmentation générale du niveau de vie du plus grand nombre ?

Dans les sections suivantes je vais tenter de proposer des ensembles de mesures synergiques qui auraient pu être mises en place pour tenter de répondre aux enjeux que nous avons évoqués, à savoir :

- Coût du travail trop élevé
- Pression fiscale trop élevée sur les foyers fiscaux imposables
- Déficit public trop élevé

- Dette publique improductive trop élevée
- Services publics en danger

Je ne discuterai que d'ensemble de mesures puisque j'estime, qu'elles ont un effet de synergie qui les rend chacune plus efficaces lorsqu'elles sont évoquées ensembles.

Par ailleurs, notons bien que ces propositions ne sont issues que d'une analyse partielle et partisane de la situation, et qu'elles ne sauraient en aucun cas être considérées comme exhaustives ou définitives. Elles sont simplement le fruit de ma réflexion personnelle, et je serais ravi d'en discuter avec vous si vous avez des idées ou des critiques à formuler.

L'essentiel à retenir est que si j'ai pu formuler ces propositions à partir de mes lectures et de mes réflexions et discussions, il y a fort à parier que *vous* pourriez en formuler d'autres, sans attendre que ce soit des experts ou des politiques qui le fassent à votre place. C'est d'ailleurs là tout l'enjeu de la démocratie, que chacun puisse participer à la vie politique et sociale de son pays, et pas seulement une élite fusse-t-elle élue.

4.1 Package 1 : Réduction du coût du travail

Afin de réduire le coût du travail, les mesures que j'ai en tête, qui ont été proposées par divers économistes et experts, sont les suivantes :

1. Réorganisation de la balance fiscale entre le travail et le capital
2. Réduction des cotisations sociales patronales et salariales de manière égale
3. Lutte contre la fraude fiscale
4. Simplification du système fiscal
5. Mise en place d'une imposition minimale pour tous les foyers fiscaux

En ce qui concerne le premier point, il s'agit de réduire la pression fiscale sur le travail en déplaçant une partie de cette pression vers le capital. C'est à dire, par exemple, d'augmenter les impôts sur les revenus du capital non productif (dividendes, plus-values financières, ...) et de réduire d'autant les impôts sur les entreprises. Si on peut s'attendre à une certaine fuite des capitaux, l'exil fiscal est, selon des travaux récents, relativement limités¹. De plus, en augmentant la fiscalité sur les revenus du capital (sur les revenus, pas sur l'investissement productif), on peut espérer une meilleure répartition des richesses et une incitation à l'investissement plutôt qu'au versement de dividendes, entre autres.

Cette réduction d'impôts sur les entreprises peut être envisagée comme traduite dans mon point 2, à savoir une réduction des cotisations sociales patronales *ET* salariales. On diminue ainsi le coût global du travail pour les entreprises, tout en augmentant le salaire net des salariés, et donc leur pouvoir d'achat. Cette mesure a l'avantage de ne pas creuser le déficit public, puisque la baisse des cotisations sociales est compensée par la hausse des impôts sur le capital et une hausse attendue de la consommation (et donc des impôts affiliés).

Par ailleurs, cette mesure peut être complétée par une lutte plus efficace contre la fraude fiscale, qui est estimée à entre 80 et 100 milliards d'euros par an en France. En réduisant la fraude fiscale, on peut augmenter les recettes fiscales sans augmenter la pression fiscale sur les foyers fiscaux imposables, voire même en la réduisant de manière ciblée.

De la même manière, la simplification du système fiscal peut permettre non seulement de réduire les coûts de gestion pour l'État, mais aussi de

1. Notamment selon une étude de 2025 du Conseil d'Analyse Économique en libre accès : <https://cae-eco.fr/fiscalite-du-capital-quels-sont-les-effets-de-lexil-fiscal-sur-leconomie-communique-de-presse>

réduire les possibilités de fraude fiscale. Un système fiscal plus simple est plus facile à comprendre et à respecter, et donc moins sujet à la fraude, plus facile à administrer, et plus démocratiquement accessible.

Enfin, la mise en place d'une imposition minimale pour tous les foyers fiscaux, même pour un montant symbolique, peut permettre de rappeler à chacun que l'impôt est une contribution à la société, et que chacun doit y participer à son niveau. Cela peut aussi permettre de réduire le sentiment d'injustice fiscale ressenti par une partie de la population, qui voit certains foyers fiscaux ne pas payer d'impôts du tout.

On comprend bien que ces mesures, si elles sont mises en place ensemble, peuvent avoir un effet de synergie qui les rendrait chacune plus efficaces et que, prises indépendamment les unes des autres, elles n'auraient d'une part pas du tout le même impact, et d'autre part ne seraient pas forcément acceptables socialement. Quel français aujourd'hui accepterait d'entendre que les cotisations sociales et les impôts des entreprises diminuent sans autre contrepartie ? Quel français aujourd'hui accepterait d'entendre que les impôts sur le capital augmentent sans autre contrepartie ? Quel français aujourd'hui accepterait d'entendre que tous les foyers fiscaux doivent payer des impôts, même symboliques ?

4.2 Package 2 : Réduction du coût du secteur de la santé

Le secteur de la santé publique est un secteur particulier, et le titre de cette section est volontairement provocateur. Lorsque je parle de réduction du coût du secteur de la santé, je ne parle pas de réduire la qualité des soins, ni de réduire l'accès aux soins, ni de réduire les salaires des personnels soignants.

Je parle de réduire le coût global du secteur de la santé, en réduisant les dépenses inutiles, en améliorant l'efficacité des soins, et en augmentant la prévention. En grossissant le trait, je parle de réduire le coût du secteur de la santé en faisant en sorte que les gens soient en meilleure santé, et donc aient moins besoin de soins.

Les mesures que j'ai en tête pour atteindre cet objectif sont les suivantes :

1. Fin de la chasse aux arrêts maladies
2. Réduction du temps de travail à 32h et 4 jours par semaine
3. Augmentation des salaires des personnels soignants

La fin de la chasse aux arrêts maladies permettrait non seulement de réduire le stress et la pression sur les salariés, mais aussi de réduire les coûts liés. En mettant fin à cette chasse, on peut espérer une réduction significative des coûts liés aux arrêts de courte durée, tout en améliorant la qualité de vie au travail des salariés. On peut imaginer que cette mesure pourrait être mise en place par exemple sous la forme de quelques jours de congés payés dédiés, prenables sans justification médicale pour de courtes durées, sur le modèle suisse ou scandinave. Cela permettrait aux salariés de se reposer et de se soigner sans avoir à passer par la case médecin, et donc de réduire les coûts liés aux arrêts maladies. Par ailleurs, cette mesure pourrait permettre de réduire le nombre de consultations médicales inutiles, et donc de réduire les coûts liés aux soins de santé. En effet, une part importante des consultations médicales sont liées à des arrêts maladies de courte durée et à l'établissement de certificats médicaux, qui pourraient être évités si les salariés avaient la possibilité de prendre quelques jours de congés payés pour se reposer et se soigner sans justification médicale. Les certificats médicaux sont d'ailleurs tellement nombreux et courants pour des raisons souvent absurdes que certains médecins ont développé un site web pour référencer les

motifs les plus absurdes².

D'autre part, la réduction du temps de travail à 32h par semaine et 4 jours par semaine permettrait non seulement de réduire le stress et la fatigue des salariés, mais aussi de créer des emplois supplémentaires pour compenser la baisse du temps de travail, comme lors du passage aux 35h en 2000³. En effet, une réduction du temps de travail peut conduire à une augmentation de l'emploi, en particulier dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre comme l'industrie. Cette mesure permettrait également aux salariés d'avoir plus de temps libre pour se reposer, se former, se soigner, etc., ce qui pourrait conduire à une réduction des coûts liés aux maladies professionnelles et aux arrêts maladies. De plus, cette mesure pourrait permettre d'augmenter l'assiette des cotisations sociales, en augmentant le nombre de salariés cotisants, augmentant d'autant les recettes liées. De cette manière, il pourrait être imaginable de ne pas aggraver le déficit lié au système de santé, voire même de le réduire légèrement, tout en améliorant le salaire des personnels soignants, qui constitue mon dernier point.

L'augmentation des salaires des personnels soignants permettrait non seulement d'améliorer la qualité de vie au travail de ces personnels, mais aussi d'attirer et de retenir les talents dans ce secteur. En effet, selon une étude de l'OCDE, les salaires des personnels soignants en France sont inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE, ce qui peut conduire à une pénurie de personnel qualifié dans ce secteur. En augmentant les salaires des personnels soignants, on peut espérer une amélioration de la qualité des soins, une réduction du turnover du personnel, et une meilleure attractivité du secteur pour les jeunes diplômés.

2. Voir : <https://www.certificats-absurdes.fr>

3. Voir <https://4dayweek.io/pros-and-cons> pour un résumé assez exhaustif des avantages et inconvénients d'une telle réforme.

4.3 Package 3 : La combinaison

En combinant les deux packages précédents, on peut dès lors imaginer une entrée en synergie qui permettrait non seulement de réduire le coût du travail (donc de répondre à la problématique de la compétitivité des entreprises), mais aussi de réduire le déficit lié au secteur de la santé et les pertes fiscales associées (donc de répondre à la problématique du déficit public et de la dette publique improductive), tout en améliorant la qualité de vie au travail des salariés et des personnels soignants, et en améliorant la qualité des soins. Par ailleurs, on peut espérer une population en meilleure santé, en meilleure humeur, et également plus consommatrice puisque son pouvoir d'achat serait augmenté. Globalement, cela semble, sur le papier du moins, être une situation win-win-win (entreprises, salariés, État).

4.4 L'éléphant des retraites

Un dernier point à réformer structurellement à mon sens reste le système de retraite. Si le système par répartition offre une formidable résilience aux cycles et chocs économiques, il n'en demeure pas moins extrêmement inégalitaire dans sa forme actuelle, autant de manière inter-générationnelle qu'intra-générationnelle. Certains retraités vivent sous le seuil de pauvreté ou presque, tandis que d'autres ont des pensions très confortables combinées à des patrimoines importants. Voici donc quelques pistes de réflexions pour réformer efficacement le système de retraite, en gardant à l'esprit les constats que j'ai énoncé plus haut :

1. Révision de la pension maximale pour les hauts revenus
2. Augmentation du minimum vieillesse et de la pension minimale

3. Réduction générale du temps de travail
4. Rééquilibrage des contributions sociales sur l'échelle des salaires

La révision de la pension maximale pour les hauts revenus est pour moi un enjeu non seulement économique mais également moral et philosophique. En effet, il me semble profondément injuste qu'une personne ayant eu une carrière très rémunératrice puisse toucher une pension de retraite très confortable, alors qu'une personne ayant eu une carrière plus modeste puisse se retrouver avec une pension de retraite très faible. Il y'a certes une dimension de retour sur contribution dans cette répartition, mais c'est une double peine : avec une carrière plus rémunératrice, on cotise plus certes, mais on peut également épargner et investir plus, donc se constituer un patrimoine plus important, notamment immobilier. Au final, on se retrouve dans une situation où les plus riches retraités profitent d'une meilleure pension *ET* d'une diversité d'autres sources de revenus potentiels (épargne, immobilier, etc), tandis que les plus pauvres retraités se retrouvent avec une pension de retraite faible, et peu ou pas d'autres sources de revenus. En plafonnant la pension maximale, on peut espérer une meilleure répartition des richesses entre retraités.

En ce qui concerne le coût d'une telle mesure, on peut regarder les chiffres donnés par le ministère des solidarités pour 2020⁴. On obtient le tableau 4.1.

On constate que les 10% des retraités les plus riches coûtent environ 70 milliards d'euros par an, soit environ 21,7% du coût total des retraites. En plafonnant la pension maximale, on peut espérer une économie significative sur le coût total des retraites, sans sacrifier le niveau de vie de ces retraités,

4. https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse-documents-de-reference/250731_PANORAMAS-retraites

TABLE 4.1 : Coût annuel des retraites en 2020 par décile de niveau de pension

Niveau de pension	Coût annuel ($\bar{M}$ € 2020)
10% les plus faibles	8,5
De 10 à 20%	14,63
De 20 à 30%	20,55
De 30 à 40%	20,41
De 40 à 50%	25,1
De 50 à 60%	28,77
De 60 à 70%	41,11
De 70 à 80%	40,18
De 80 à 90%	54,4
10% les plus élevés	70,37
ENSEMBLE	324

peut être même en revalorisant les retraites les plus faibles. Les économies possibles sont substantielles de manière assez évidente.

En combinant cette mesure avec la réduction générale du temps de travail – qui historiquement a été la seule catégorie de mesure favorisant l’emploi de manière structurelle – on peut espérer non seulement une baisse de la charge par cotisant mais également une augmentation du nombre de cotisants. Deux effets attendus qui s’auto-renforcent dans une logique vertueuse, permettant de rééquilibrer significativement le système de retraite.

Le dernier point évoqué – le rééquilibrage des contributions sociales sur l’échelle des salaires – est également un point important à mes yeux. En effet, ce rééquilibrage permettrait non seulement de réduire le mur virtuel de coût du travail, empêchant les augmentations de salaires pour les salariés aux alentours du salaire pivot, mais aussi de réduire la pression fiscale sur les salaires autour du salaire médian. On peut alors espérer, en combinant cela aux points évoqués pour améliorer la compétitivité des entreprises tout en redonnant du pouvoir d’achat aux salariés, une amélioration significative de la situation économique et sociale du pays, sans toucher structurellement

au système économique ni au système de retraite.

4.5 Et vous ?

Toutes les propositions précédentes ne sont que des propositions parmi d'autres à imaginer. Elles sont loin d'être exhaustives et d'être parfaites. Remarquez que je n'ai absolument pas évoqué la question écologique – qui mériterait un livre à part entière – ni la question de l'éducation ou de la technologie, qui sont également des sujets cruciaux pour l'avenir de notre société. Mais les quelques réflexions que j'ai pu partager avec vous montrent qu'il est possible d'imaginer des alternatives à ce qu'on nous propose et qu'on nous martèle. Il est possible de réfléchir, de discuter, de débattre, même en n'ayant qu'un niveau de connaissance limité sur ces sujets. Même sans diplôme associé.

Vous pouvez réfléchir à ces sujets, *vous* pouvez proposer des alternatives, *vous* pouvez participer à la vie politique et sociale de votre pays. Ne laissez pas les experts et les politiques décider à votre place. Ne laissez pas l'extrême droite capitaliser sur vos frustrations et vos peurs. Ne laissez pas la fracture sociale s'aggraver. Participez, débattiez, proposez. C'est ainsi que nous pourrions construire une société plus juste, plus solidaire, et plus durable.

Conclusion

Au travers de ces quelques chapitres, j'ai tenté de dresser non seulement un rapide état des lieux des crises existentielles qui traversent la France aujourd'hui, mais également de montrer le cynisme avec lequel les gouvernements successifs ont choisi de pousser vers des réformes impopulaires, inégalitaires et inefficaces, tout en réprimant violemment les mouvements sociaux qui tentaient de s'y opposer. Non seulement il a été choisi de ne pas écouter la colère sociale, mais en plus il a été choisi de sciemment appuyer le fait qu'*aucune alternative n'est possible*. Cette perte de nuances au profits de slogans simplistes et matraqués en boucle sur quasiment l'ensemble des médias a conduit à une fracture sociale profonde, qui menace aujourd'hui la cohésion et la paix sociale, ainsi que la démocratie elle-même.

J'ai pourtant tenté de présenter des alternatives aux réformes qui nous ont été imposées. Il est évident que je ne pouvais pas présenter un plan complet, détaillé et exhaustif, mais j'espère avoir réussi à montrer de manière simple que ces alternatives sont non seulement existantes mais en plus crédibles, et qu'elles auraient pu être discutées, à défaut d'être mises en place.

S'il est aujourd'hui indéniable que la France traverse une crise sociale et sociétale profonde, il est également impensable que l'on puisse s'en sortir en continuant de proposer des mesures qui ont été à l'oeuvre durant la dernière moitié du XIX^e siècle. Il est temps de repenser la direction que prends notre

modèle économique et social, en mettant l'humain au centre des préoccupations, en favorisant la justice sociale et fiscale, et en redonnant du pouvoir d'achat aux salariés. C'est un défi immense, mais c'est aussi une opportunité unique de construire une société plus juste, plus solidaire, et plus durable.

Il est également temps pour certains personnels politiques de comprendre qu'être humain ça implique de faire des erreurs, et que les reconnaître est la première étape pour avancer. Il est temps de comprendre que la complexité du monde mérite mieux que des slogans simplistes scandés en meetings ou en manifestations. Il est temps de comprendre que la démocratie ne se résume pas à des élections tous les 5 ans, mais qu'elle implique un dialogue constant entre les citoyens et leurs représentants. Il est temps de comprendre que la justice sociale et fiscale n'est pas un luxe, mais une nécessité pour garantir la cohésion, la paix sociale et la prospérité de notre pays.